

# Plein cadre

De l'étranger

## La démocratie à l'épreuve au Brésil

À sept mois de la présidentielle, l'assassinat de l'élue Marielle Franco, qui représentait l'espoir pour les communautés noires et LGBT, met en lumière le climat de violence qui sévit au Brésil



Alors que l'enquête sur l'assassinat de l'élue Marielle Franco est au point mort, des Brésiliens réclament justice partout dans le pays (ici à São Paulo, le 15 mars dernier). PHOTO MIGUEL SCHINCARIOL/AFP

HÉLOÏSE GAUTHIER, À RIO DE JANEIRO

À sept mois de l'élection présidentielle, la mort par balles d'une élue de la République met en exergue le climat de polarisation et de violences politiques du pays. Marielle Franco était conseillère municipale pour le PSOL (gauche radicale et libertaire) dans la banlieue de Rio. Le 14 mars au soir, elle est tuée de quatre balles dans la tête. Son chauffeur aussi. Les coupables prendront la fuite et quelques jours plus tard, la télévision révélera que les munitions venaient d'un lot volé à la police fédérale dans les années 2000, étayant ainsi la thèse de l'assassinat.

Le président Michel Temer promet que les auteurs de ce crime « d'une extrême lâcheté » seront punis et alors que l'enquête reste au point mort, les manifestants dans tout le pays réclament justice. Dans le centre de Rio de Janeiro, cœur de la contestation sociale et politique du pays, la mobilisation s'est teintée d'une émotion particulière.

Marielle Franco avait 38 ans. Elle était née dans une favela de la ville, noire et pauvre. Jeune mère céliba-

taire, elle était devenue sociologue, féministe et lesbienne. « Marielle incarnait un symbole. À elle seule, elle portait tous les étendards des exclus du pouvoir », témoigne l'acteur et pasteur Henrique Vieira, 30 ans, compagnon de lutte.

« Les bataillons de la mort »

L'élue municipale était aussi connue pour critiquer avec virulence certains corps des forces de l'ordre qu'elle baptisait « les bataillons de la mort ». Quelques jours avant sa mort, elle avait d'ailleurs pris position contre l'intervention militaire dans une favela de Rio. Certains y voient un lien avec sa mort.

« Même si on n'en connaît toujours pas les motifs, cet assassinat est politique de par la nature même du combat et du mandat de Marielle et par le caractère prémédité du crime », estime Henrique. Pour l'ONU Brésil, cet acte constitue une agression « alarmante » contre les droits de l'homme.

« La violence politique est structurelle dans notre pays qui s'est construit sur l'exploitation des richesses, sur l'esclavage et le génocide. Les mêmes groupes captent les privilèges et ces dernières années, on assiste à

une progression de cette polarisation et du discours fasciste », explique l'homme d'église qui a pris la parole lors d'un événement œcuménique rassemblant 75 000 personnes, à Rio, à la mémoire de Marielle.

« Militer pour le droit des minorités au Brésil, c'est très dangereux et je suis, moi aussi, traversé par la peur. Pourtant, même si notre démocratie est fragile, il existe des millions de citoyens qui peuvent se réveiller. »

« L'avenir nous dira la réelle portée du mouvement actuel mais cette fois, les sympathisants de gauche réagissent. Eux qui étaient restés plutôt apathiques après la desti-

tution de Dilma Rousseff en 2016... », observe Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'OPALC (1) à Paris.

À sept mois d'une élection présidentielle capitale, le déclic peut-il être suffisant ? « Le pays est en pleine crise économique, politique et sociale et aucune réforme de fond n'a été engagée. L'après-scrutin est inquiétant. Les mêmes élites resteront au congrès, l'État s'annonce ingouvernable. La société doit réagir si elle ne veut pas subir un déficit de représentation. » Et de conclure : « C'est une mise à l'épreuve pour la démocratie brésilienne. »

Quant on l'interroge sur un retour possible de la dictature mili-

### UNE PRÉSIDENTIELLE SOUS TENSION

L'élection se tiendra en octobre et les candidats en tête des sondages incarnent la polarisation du pays. D'un côté, Jair Bolsonaro, extrême droite. « Nostalgique de la dictature militaire, affilié à l'armée, raciste, il fait peu de cas des droits de l'homme », décrit Gaspard Estrada. De l'autre côté, Lula (parti des Travailleurs) qui risque la prison pour corruption.

Entre les deux, le flou plane. La

célèbre écologiste Marina Silva n'est encore qu'en pré-lice et le candidat du centre sera sans doute un élu de São Paulo, tendance libérale.

Quant à l'actuel président par intérim, Michel Temer, il semble tenté de se présenter en dépit de son impopularité notoire. Seule la gauche radicale a officialisé le tandem d'une leader indigène d'Amazonie et du représentant des Sans-Terre.

taire, Artur Romeu, chargé de communication pour Reporters sans frontières (RSF Amérique Latine) réagit. « Il s'agissait d'un contexte bien spécifique mais le Brésil est peut-être en route vers un autre modèle de dictature. L'instabilité actuelle ouvre les brèches à un climat de violence. La situation à court terme est très compliquée. »

« La peur est réelle »

Dans le classement RSF sur la liberté de la presse, le pays se classe en 103<sup>e</sup> position sur 180. « Nos journalistes ne sont pas seulement victimes d'assassinats, il y a aussi les agressions, les harcèlements et les procès abusifs - ici, la diffamation est un crime passible de prison au civil et au pénal. »

La pression est d'autant plus forte dans les régions isolées, comme en Amazonie, dans les villes petites et moyennes où dénoncer la corruption locale s'avère dangereux. Les ci-

« Le meurtre de Marielle Franco a touché l'âme de tous ceux qu'elle représentait. On a voulu faire taire leur lutte »

bles sont alors les blogueurs, les radios communautaires et tous les lanceurs d'alerte indépendants.

60 000 homicides par an

À Rio, la période préélectorale s'ouvre donc sur un climat de forte tension. « Le meurtre de Marielle a touché l'âme de tous ceux qu'elle représentait. On a voulu faire taire leur lutte. Le coup est rude et la peur bien réelle. Au sein des organisations de défense des droits de l'homme, les protocoles de sécurité s'intensifient car les menaces s'accroissent notamment via les réseaux sociaux », témoigne Artur Romeu avant d'évoquer la vague de fake news qui a déferlé après la mort de Marielle.

« Il est difficile de définir les contours des groupes qui exercent les menaces : les trafiquants et les milices locales opèrent de plus en plus ensemble et Rio vit en climat de perpétuelle violence. La police militaire est sur-armée. L'armée est dans les favelas. La corruption est généralisée. »

Dans ce contexte, pour une partie de l'opinion publique saturée, la mort de Marielle Franco incarne un banal assassinat, un de plus parmi les 60 000 cas annuels qui font du Brésil un des pays les plus meurtriers du monde.

Conceição Evaristo, auteure brésilienne, a appris la nouvelle du crime alors qu'elle était à Paris pour le lancement de son livre « Insoumisés » (éditions Anacaona). « Nous continuerons sa lutte à travers la littérature. À partir de notre condition de femmes noires, nous ferons entendre notre voix dans tous les endroits possibles. »

(1) Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes.